

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 704

Artikel: Gauche, droite, ailleurs : place aux infiltrés!
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025154>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
Nº 704 3 novembre 1983

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy
Erika Sutter-Pleines

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
Catherine Dubuis
Gil Stauffer

20 ANS

704

Domaine public

Brouillard et feux de code

Quant au dernier tour des élections nationales, une fois calculés les gains, les pertes et les pourcentages — exercice nécessaire, une des entrées classiques de l'interprétation politique — ce qui frappe, ce sont les progrès constants du régionalisme, du clientélisme, du poids des groupes de pression, non seulement professionnels (voir aussi plus loin: «Place aux infiltrés!»).

Entre ces deux images abstraites du citoyen, d'un côté le citoyen sans préjugés, connaissant le travail des élus, sachant quelles sont les grandes options nationales, et qui, par son vote, exprime une sanction pour le passé et un choix pour l'avenir et, de l'autre côté, le citoyen ignorant du travail parlementaire, mais surdéterminé par son milieu, ses relations, porté à faire confiance et à suivre quelques recommandations d'esprit de clocher, de ces deux images typiques prédomine la seconde.

Pourquoi cette superposition?

L'abstentionnisme opère un tri important. De même que, dans une liste d'adresses surabondante, le démarcheur trie les meilleures cibles en fonction du niveau de vie ou des habitudes de consommation, l'abstentionnisme décante. Les citoyens actifs sont présumés suggestionnables.

Les partis eux-mêmes, voir notamment le Parti radical vaudois, encouragent les campagnes personnelles, basées sur l'influence régionale d'abord, puis sur toute relation quelle qu'elle soit, relations d'affaires, culturelles, etc. (voir plus loin: «le combat des chefs»). D'où, par effet de régionalisme, une surreprésentation des milieux liés à l'agriculture, dont certains élus paraissent bien peu préparés pour un mandat national.

Enfin, des associations puissantes exercent, à travers les partis, transpolitiquement, un pouvoir que le jeu de la proportionnelle rend aisément. Ainsi, la

députation genevoise semble divisée en deux camps: les représentants de l'économie et de ses options idéologiques et les défenseurs de l'environnement, consacrés prioritairement à cette tâche. L'effacement du politique est facilité par le brouillard qui entoure les travaux parlementaires. Les navettes entre les deux Chambres ne permettent pas à un citoyen, même bien informé, de suivre l'évolution d'un projet. La dernière législature a vu, d'ailleurs, un abus fréquent des artifices dilatoires de la procédure. Mais même pour les décisions arrêtées et entrées en vigueur, le rapport entre le vote des parlementaires et la vie concrète n'est pas perçu. Par exemple entre les choix financiers et le coût des cotisations de l'assurance-maladie. Seuls les fonctionnaires ont perçu clairement ce type de relations, non par corporatisme, mais par situation.

Dans le brouillard donc, les codes prennent toute leur importance, ceux du régional, ceux des distributeurs de label.

A côté du confidentialisme du monde des affaires, surgit un confidentialisme non plus privé, mais public. Il ne repose pas sur le secret, mais sur l'absence de communication. Il n'y a plus de mise en équation.

Désormais, il faut considérer le mémento comme un moyen politique.

A. G.

GAUCHE, DROITE, AILLEURS

Place aux infiltrés!

Après les élections fédérales, le paysage politique apparaît comme figé. Certes, à considérer le nombre des sièges conquis par les uns et perdus par les autres, on peut avoir l'impression du mouvement. C'est oublier que l'élection majoritaire, qui prévaut pour le Conseil des Etats (Jura excepté) et

SUITE AU VERSO

Place aux infiltrés!

même les règles de la proportionnelle, ne reflètent pas les rapports de forces réels. Les radicaux, vainqueurs avec six sièges supplémentaires, ont en fait perdu 0,7% de leurs électeurs. Pour saisir le mouvement, si mouvement il y a, il faut regarder sous la surface des premiers résultats.

Ce qui frappe en premier lieu, c'est le recul des partis gouvernementaux — moins 4 points — qui atteignent ainsi leur plancher le plus bas depuis douze ans. Solides encore avec 77,5% des suffrages, ils sont pourtant touchés par les doutes qui se font jour à propos de la démocratie de concorde et il n'est pas improbable que les projets mijotés par le gouvernement de tous les partis rencontrent davantage de difficultés devant le souverain au cours de la prochaine législature.

Deuxième phénomène, c'est le mouvement à l'intérieur des partis eux-mêmes. On avait l'habitude de voir les organisations économiques — syndicats, arts et métiers, patronat — se glisser dans les listes électorales pour faire passer leurs candidats; ce qui est nouveau, c'est le poids des nouvelles organisations — femmes, écologistes, notamment — qui, faisant fi des clivages partisans, propulsent leurs protégé(e)s au Parlement, et de brillante manière. La progression marquée du parti «vert», même si elle ne s'est pas concrétisée par un gain de sièges correspondant, se conjuguera à la trentaine de sièges des partis traditionnels conquis, partiellement du moins, grâce au soutien explicite des milieux de protection de la nature; cette influence est particulièrement visible dans les deux Bâle où la gauche a bénéficié de son opposition persistante à Kaiseraugst.

Les socialistes, enfin, ont mieux résisté que prévu.

Ils sont confrontés à trois fronts: l'extrême-gauche et sa constellation qui progressent lentement, les «verts» qui mordent sur son électorat — à Genève, pour le moins, le phénomène est sensible — et les nationalistes qui séduisent une partie de l'électorat populaire.

Dans ces conditions, la riposte est difficile. Faut-il élaborer une riposte tous azimuts, au risque d'un manque de cohérence, et donc de crédibilité, ou au contraire prendre un cap à long terme, redéfinir une politique sociale plus adéquate à la conjoncture économique — redistribution conforme aux véritables besoins — et une perspective économique qui prenne résolument en compte les équilibres naturels? Quelle que soit la réponse, elle provoquera des grincements de dents «à la base».

FRIC ET POLITIQUE

Le combat des chefs

De plus en plus les personnes, de moins en moins les listes. Cette interversion des priorités, traditionnellement pratiquée à Zurich pour les élections au Conseil national, a fait tache d'huile dans plusieurs autres cantons cette année. Et cela tant en période de campagne électorale qu'au moment du décompte des suffrages.

Le phénomène, d'une ampleur nettement accrue par rapport à 1979, a toutes sortes de causes, connues des observateurs sinon reconnues par les états-majors politiques: étendue et densité démographique de certaines circonscriptions électorales cantonales, essor du marketing politique et augmentation concomitante des «mises» personnelles (de la part et en faveur de candidats bourgeois s'entend), mauvaise image des partis auprès des électeurs, qui donnent la préférence aux personnes et à leurs prestations (sur le petit écran ou dans la vie associative et locale), plutôt qu'aux listes et aux

discours idéologiques trop flous qu'elles véhiculent.

A Zurich, les quelque 700 000 électeurs inscrits avaient le choix entre plus de 500 candidats, pour composer une députation de 35 conseillers nationaux. Tri difficile pour celui — et surtout celle — qui ne se fie pas trop aux présélections opérées par les partis, et veut envoyer «les meilleurs» à Berne. D'où une très abondante propagande personnalisée: les partis payent des annonces en faveur de certains candidats sensés plaire à tel ou tel publicable, des comités de soutien se constituent pour la promotion de candidats liés à une région ou à une profession, et les candidats y vont de leur poche pour se vendre en self-service.

Les montants consacrés aux annonces-presse dans le canton de Zurich dépassent cette année tous les records antérieurs: 3 586 263 francs, soit le 41% de la Suisse (Fr. 8 669 305.—, cf. DP 702) — et cela pour les élections à la Chambre du peuple seulement. Bien entendu, les radicaux zurichois, qui se retrouvent à nouveau neuf au National, ont mis le plus gros paquet (37%), suivis par l'UDC, qui en reste à cinq députés malgré la publication de 1500 annonces pour plus d'un million de francs! Ni les démo-chrétiens ni les indépendants n'ont fait la moindre avance en siège malgré des centaines d'annonces — et des campagnes d'affichage de longue haleine en ce qui concerne l'AdI. Avec des montants comparables (entre huitante et cent mille francs), les socialistes perdent deux sièges sur les dix qu'ils détenaient, les évangéliques conservent leurs deux voix à Berne, et l'Action nationale double sa députation, qui passe de un à deux et rajeunit du même coup de 69 à 61 ans d'âge moyen.

LES VESTES ET LA MORALE

Tout cela semble donc assez moral: l'argent ne fait pas le succès, les urnes ne sont pas des trésors de nuit. A dire vrai, les choses paraissent moins